

### LA UNE Les leçons du printemps

Nous sommes repartis le 30 octobre pour une nouvelle période, probablement longue, de confinement. La question n'est évidemment pas de s'interroger sur la nécessité ou non de reconfiner la France entière – les chiffres catastrophiques de contamination parlent d'eux-mêmes, mais les modalités méritent débat et la concertation a bien eu lieu au cours de la dernière quinzaine d'octobre. [Le Haut Commissaire au Plan a ainsi rencontré le bureau du Conseil Economique Social et Environnemental](#) (Cese), dont l'expertise d'usage est cruciale, le 28 octobre autour de la question : "Et si la Covid durait ? Qu'est-ce que cela implique comme changements profonds ? Réduire les incertitudes". A court terme, c'est-à-dire pour ce mois de novembre, que va-t-il se passer ?

Les leçons du printemps ont été tirées : pour les enfants et les jeunes, ne plus les sortir du cadre scolaire car le décrochage a été gigantesque pour de très nombreux enfants, de mars à juin, et les inégalités se sont considérablement accrues ; pour les personnes âgées en maisons de retraite, ne pas reproduire leur isolement des familles car cette solitude crée des dégâts psychologiques et donc de santé ; pour les malades hors Covid, ne pas les abandonner car à quoi servirait-il de réduire la mortalité d'un côté en l'augmentant ailleurs, en particulier en période grippale ; pour les rassemblements familiaux et privés, il n'y a plus de tabou de les limiter strictement voire les interdire, même si l'état de droit appelle plus au sens civique qu'à la sanction ; les cérémonies de mariage peuvent être interdites mais les enterrements doivent pouvoir être célébrés dans la dignité ; les entreprises ont appris à développer le télétravail pour les métiers où c'est possible et ils sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le croyait avant cette crise; des activités économiques vont particulièrement souffrir de la situation (les commerces, les hôtels et restaurants, les transports de personnes, les spectacles vivants, le sport...) mais le plan France Relance peut et doit être mobilisé pour tous ces secteurs les plus impactés et pour les populations les plus fragiles ; les collectivités territoriales et les associations ont montré leur capacité à se mobiliser de manière souple et adaptée aux situations locales et aux spécificités ; les Français font preuve d'un sens citoyen que l'on n'aurait pas imaginé encore il y a quelques mois...

Cette deuxième vague de la pandémie est certes terrifiante mais elle ne doit pas éteindre notre confiance en nous-mêmes.

### JEUNESSE

#### Quel est l'impact de la crise sanitaire sur la jeunesse ?

Durant l'été, l'Assemblée des communautés de France (ADCF) et Territoires Conseils ont étudié "non pas une mais des jeunesses". Cette [étude flash](#) propose des pistes d'actions concrètes comme la mise en place d'un "kit de continuité sociale" et recommande plus largement la construction de "politiques jeunesse locales".

#### Réalités familiales

50% des 18-24 ans font des études, 30% sont en emploi et 20% sont au chômage. Retrouvez les chiffres clés de l'autonomie des 16-29 ans dans le nouveau n° de [Réalités familiales](#) "Jeunes, vie active & autonomie". Où l'on peut se rendre compte, avec l'apport d'une trentaine de contributeurs experts, du rôle central des solidarités familiales.

## LUTTE CONTRE LA RADICALISATION

### #JeSuisEnseignant #JeSuisDessinateur #JeSuisPolicier #JeSuisPrêtre #JeSuisNiçois

Après l'égorgement d'un couple de policiers, puis d'un prêtre, c'est un professeur qui a été décapité au nom de l'enseignement qu'il avait délivré. Autant d'assassinats à l'encontre de représentants d'institutions de notre pays. A Nice, le 29 octobre encore, ce sont des cibles visées pour leur seule présence à l'intérieur ou à proximité d'une Basilique qui ont été victimes du terrorisme dit "islamiste". Rien ne peut justifier ces actes monstrueux. 5 ans après les attentats de 2015, l'Unaf réitère les propositions qu'elle avait formulées et qui restent pleinement d'actualité. [C'est à lire ici en lien.](#)



## EDUCATION

### Grenelle de l'éducation

C'est dans le contexte tragique que l'on sait, moins d'une semaine après l'assassinat de Samuel Paty, enseignant à Conflans-Sainte-Honorine, que Jean-Michel Blanquer a lancé, le 22 octobre 2020 au Cese, le "Grenelle de l'éducation". Durant trois mois, le Grenelle doit permettre de "réfléchir aux modernisations de l'Education nationale, pas seulement à l'amélioration de la rémunération, mais aux différents aspects de reconnaissance, les différents parcours personnels et enjeux de carrière, de santé, et de sécurité, renforcé par le drame que nous venons de traverser", a déclaré le ministre. Tout cela doit "aboutir, d'ici février, à des propositions très concrètes", a-t-il souligné.

Une quinzaine de grandes associations d'éducation populaire et le ministère de l'Education nationale ont signé, le 20 octobre 2020, une déclaration commune dans laquelle ils s'engagent à "lutter contre tous les séparatismes", après l'assassinat du professeur Samuel Paty. Les associations ont été invitées faire remonter "des propositions concrètes". De son côté, le ministère devrait dans le même temps finaliser un "vade-mecum de la laïcité" pour les structures d'accueil des mineurs.

### 700 000 élèves harcelés

Le [rapport de mission sur le harcèlement scolaire](#) a été remis le 13 octobre 2020 à Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, et à Éric Dupont-Moretti, garde des Sceaux. Le député du Finistère Erwan Balanant souligne la gravité du harcèlement scolaire en France. "En France, 10% des élèves sont affectés [par le harcèlement scolaire], soit environ 700.000 élèves. Cela correspond, en moyenne, à deux ou trois enfants par classe. Il existe cependant des variations selon les âges : en primaire, 12% des élèves sont touchés, contre 10% au collège et 4% au lycée." De plus, "le phénomène impacterait les enfants de manière plus précoce et se renouvelle également sous de nouvelles formes, notamment le cyberharcèlement". Quant aux conséquences du harcèlement scolaire, elles sont lourdes : "La peur des agressions à l'école expliquerait environ 25% de l'absentéisme au collège et au lycée", et "un quart des victimes de harcèlement scolaire a déjà envisagé le suicide".

Les ministères des Solidarités et de la Santé et de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports ont lancé, le 26 octobre 2020, en partenariat avec l'Association des maires de France (AMF), un appel à projets portant sur la prévention des violences et la sensibilisation des enfants sur les temps périscolaires et extrascolaires. Le but ? Sensibiliser les enfants et s'appuyer sur une mobilisation des professionnels concernés dans leurs différents lieux de vie : école, temps périscolaires et extrascolaires, centres de loisirs, clubs de sports, etc. [Pour en savoir plus, c'est ici.](#)

### Les points faibles de l'éducation prioritaire

L'Observatoire des zones prioritaires a publié les résultats d'une [enquête](#) sur la mise en œuvre de la refondation de l'éducation prioritaire. L'Observatoire a évalué les points forts et les points faibles des réseaux d'éducation prioritaire. Les rapports avec les familles figurent au bilan des obstacles : "C'est surtout à propos de la relation école-familles que le manque de savoirs et de savoir-faire est exprimé. C'est un des chantiers urgents à travailler", pointe l'OZP.



## PARENTALITÉ

### Les 1000 premiers jours

Boris Cyrulnik est neuropsychiatre et spécialiste du comportement humain. Président de la commission d'experts des "1000 premiers jours de l'enfant", il a rendu début septembre un [rapport au Président de la République](#), qui a notamment conduit à l'augmentation du congé paternité à 28 jours (voir notre précédente édition). Il revient ici dans un [entretien au magazine Parents](#) sur cinquante ans d'études des liens parents-enfants.

"De plus en plus de parents nous disent la difficulté de leur quotidien : l'éclatement de l'information, le manque d'accompagnement, la solitude parfois. Nous devons collectivement faire mieux, pour nos enfants, pour nos familles, pour notre société. La science nous y aide, en nous indiquant le caractère fondamental des 1000 premiers jours. C'est là que tout commence pour l'enfant. Tirer les leçons de cet apport, c'est aujourd'hui créer un véritable parcours des 1 000 premiers jours, centré autour de l'enfant, de son développement harmonieux, et qui garantit en même temps aux parents un quotidien apaisé." (Adrien Taquet, Secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance et des Familles)

Dès les premières années de sa vie, un bébé construit et prépare son avenir : avant l'âge de trois ans, son cerveau peut former 1000 connexions neuronales à chaque seconde ! Pendant cette période-clé, le nourrisson acquiert les bases qui lui permettront ensuite d'apprendre et de s'épanouir. [Lire l'article et le dossier UNICEF en lien.](#)

### Découvrir le jeu Dixit pour soutenir les actions parentalité

C'est avec [l'association Le Furet](#) et le [Réseau d'accompagnement des parents](#) que l'Udaf Bas-Rhin propose de découvrir un outil destiné à une approche différente avec les familles en utilisant le jeu *Dixit*. C'est un jeu de cartes connu pour développer l'imaginaire et raconter une histoire en se basant sur des illustrations figurant sur des cartes. L'association *Le Furet* propose de l'utiliser différemment pour animer des temps de prises de paroles avec les parents et plus largement avec les familles pour faciliter les enjeux suivants : Comment permettre une autre prise de parole ? Comment exprimer des émotions, un vécu différemment dans une ambiance ludique et avec un support graphiquement esthétique ? C'est tout l'enjeu de cette approche qui permet d'ouvrir les champs des possibles avec les familles. Autres outils et initiatives : voir les sites en lien.

*Le Furet – Petite Enfance et Diversité est une association basée à Strasbourg qui se consacre à la promotion de l'égalité des chances dès la petite enfance.*

## PROTECTION DE L'ENFANCE

### La protection de l'enfance, une politique partagée entre l'Etat et les départements

Adrien Taquet présentait il y a un an la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. Une stratégie qui repose en grande partie sur une contractualisation pluriannuelle entre l'État et les départements, initiée dans 30 départements cette année. Adrien Taquet a annoncé que la démarche allait être élargie à 40 autres départements et qu'il prévoit de créer une nouvelle agence nationale de la protection de l'enfance rassemblant les organismes existants. [Lire ici l'entretien.](#)

Adrien Taquet était par ailleurs invité sur Public Sénat le 23 octobre 2020. Le secrétaire d'État en charge de l'Enfance et des Familles a donné les derniers chiffres des mineurs isolés en France. Il explique que depuis le début de l'année et du fait du confinement, seuls 4 000 mineurs non accompagnés (MNA) sont arrivés sur notre territoire contre 40 000 en 2018. Cette diminution s'explique également, selon lui, avec la mise en place du fichier d'aide d'évaluation à la minorité. [Écoutez l'entretien sur Public Sénat.](#) L'[Observatoire national de la protection de l'enfance](#) essaie par ailleurs de faire le point sur la délinquance des MNA. [Des chiffres utiles \(ici en lien\)](#) alors que beaucoup d'informations soit fausses soit trop parcellaires circulent et que l'étude permet de relativiser.

## PROTECTION SOCIALE

### Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021

Le **projet de loi de financement de la sécurité sociale** (PLFSS) pour 2021 présente un aspect inédit en raison de la crise sanitaire et de son impact sur les finances sociales : mesures mises en place afin d'amortir les conséquences de la crise sur le niveau de vie des Français et l'activité des entreprises, dépenses visant à couvrir les pertes des établissements de santé et des EHPAD, décisions actées lors du Ségur de la Santé, mise en œuvre de la nouvelle branche de la sécurité sociale dédiée à l'autonomie, doublement de la durée du congé de paternité et d'accueil du jeune enfant, prise en charge intégrale des téléconsultations par l'assurance maladie, poursuite des réformes de la tarification hospitalière... Le texte consacre l'extension de la Caisse d'amortissement de la dette sociale jusqu'en 2033 afin de permettre la résorption progressive des déficits accumulés.

L'Assemblée nationale a adopté le 27 octobre en première lecture le PLFSS 2021, après avoir continué de voter plusieurs amendements émanant souvent du gouvernement. Ceux-ci concernent notamment les investissements hospitaliers, la réforme des urgences, les hôpitaux de proximité, les maisons de naissance, l'IVG, les centres de santé, la lutte contre la fraude et le non-recours aux droits... Le tout avec un rehaussement des dépenses de l'assurance maladie.

L'Unaf a été auditionnée à plusieurs reprises à l'Assemblée nationale et au Sénat sur le PLFSS 2021. L'analyse et les positions de l'Unaf ont été présentées au Conseil d'administration de l'Unaf, du 9 octobre dernier. Retrouvez en ligne les [arguments et propositions](#) de l'Unaf.

Quant à l'Uniopss (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux), elle souligne dans un [communiqué de presse](#) publié le 20 octobre que ce projet "ne prend pas la mesure de la crise sociale que traverse notre pays." L'Union propose 28 amendements, visant notamment à soutenir massivement l'ensemble des acteurs de la protection sociale.

Le **projet de loi de finances** (PLF) est, quant à lui, également en débat au Parlement comme à chaque automne. Cette année, pour 2021, il s'inscrit dans le contexte que nous savons, avec la nécessaire relance économique et il présente, de ce fait, un caractère historique. Il est le véhicule législatif principal du plan de relance d'un montant de 100 Md€ pour 2020-2022.

L'Assemblée nationale a voté, d'une part, la prolongation de l'[état d'urgence sanitaire](#), entre le 17 octobre 2020 et le 16 février 2021, et la prorogation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire, jusqu'au 1er avril 2021, puis validé la réinstauration du confinement général, depuis le 30 octobre 2020 et jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre "a minima". Le Sénat, de son côté, a [rejeté la déclaration du gouvernement](#). Suivez ici [le point d'information du Gouvernement](#) sur la situation de la lutte contre la pandémie de coronavirus dans sa dernière mise à jour.

Pour enrayer l'épidémie, utilisez les outils numériques qui sont à votre disposition pour vous protéger et suivre les recommandations sanitaires. Consultez la page [Tester – Alerter – Protéger](#). Retrouvez les mesures en vigueur dans votre département en consultant régulièrement le site de votre préfecture.



## SANTÉ

### Plan National Santé Environnement

Recentré sur 19 actions contre 100 dans le précédent, le quatrième plan national Santé Environnement 2020-2024, mis en consultation jusqu'au 9 décembre prochain, vise quatre grands objectifs : la formation et l'information de tout un chacun (citoyens, élus, professionnels de santé...) sur l'état de l'environnement et les bons gestes à adopter ; la réduction des expositions environnementales pouvant affecter la santé ; le rôle des collectivités pour démultiplier les actions concrètes dans les territoires et la meilleure connaissance des expositions et des effets de l'environnement sur la santé des populations. Mais il ne traite pas de certains dossiers emblématiques ou controversés, comme les produits phytosanitaires ou la pollution de l'air extérieur ! [Lire l'article](#).

## Ce que la crise sanitaire nous fait

En ces temps de crise sanitaire, *Zut* tente de prendre de la hauteur pour penser l'incertain. Interrogés, le [sociologue David Le Breton](#), les [psychiatres et psychanalystes Jean-Richard Freymann et Guillaume Riedlin](#), ont chacun tenté d'analyser, à hauteur de leurs disciplines et de leurs observations, ce que cette période (confinement, déconfinement, reconfinement) nous fait (conséquences, traces...), bref, ses effets sur le corps social et le corps intime. C'est désormais au tour du philosophe [Jean-Luc Nancy](#).

## Top 5 des actualités qui ont fait Octobre rose 2020

Comme chaque année depuis plus de 20 ans, le mois d'octobre a été marqué par *Octobre rose*, symbole de la lutte contre le cancer du sein. Entreprises engagées, commerces, campagne publicitaire... l'engagement pour cette cause a revêtu différentes formes en 2020. Cependant bousculée par la crise sanitaire, l'opération n'a pas eu cette année la même envergure que les précédentes éditions. Beaucoup d'événements ont été annulés. Carenews vous propose de découvrir [les actualités phares qui ont marqué ce mois](#) dédié au dépistage de la maladie pour toutes les femmes.

## Un observatoire des inégalités dans la santé

Les pouvoirs publics ont adopté plusieurs lois ces quinze dernières années : la loi Hôpital, patients, santé et territoires (2009), le Pacte Territoires-Santé (2012), la loi de modernisation du système de santé (2016) ou encore le Plan territorial d'accès aux soins (2017) dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Ma Santé 2022. À mi-chemin de ce plan, la Mutualité Française cherche avec cet Observatoire à mesurer les réductions d'inégalités et à identifier les initiatives des professionnels de santé et leur impact sur l'adéquation de l'offre aux besoins. En liens : [L'Observatoire 2020](#); [L'Observatoire 2020 – La synthèse](#) ; [L'Observatoire 2020 – Infographie](#).

## Mois sans tabac



Comme chaque année l'Unaf est partenaire de l'opération [Mois Sans Tabac](#).

Cette initiative, lancée pour la première fois en France en 2016, consiste à proposer à tous les fumeurs d'arrêter de fumer ensemble, pendant un mois, en novembre. En effet, un sevrage tabagique de 30 jours multiplie par 5 les chances d'arrêter de fumer définitivement. Il s'agit d'une opération nationale lancée par l'Assurance Maladie en partenariat avec le ministère des Solidarités et de la Santé ainsi que Santé publique France.

## Grand Est : Mairies Libres Sans Tabac – Villes Libres Sans Tabac

Trois villes de la région Grand Est participent au projet expérimental de *Villes Libres sans tabac*, dont le lancement a lieu à l'occasion de *Mois Sans Tabac*. L'enjeu principal de ce projet est de s'inscrire dans la perspective d'une Génération Sans Tabac prévue pour 2032 et de travailler à sa réalisation. Trois villes de la région Grand Est : **Joinville** (Haute-Marne), **Mulhouse** (Haut-Rhin) et **Thionville** (Moselle) ainsi que sa communauté d'agglomérations **Portes de France** (57) participent au projet de *Mairies Libres Sans Tabac – Villes Libres Sans Tabac*. L'ambition est d'améliorer la santé et la qualité de vie des habitants qu'ils soient fumeurs ou non en étendant progressivement le programme à l'ensemble de la ville. Ce projet bénéficie d'un soutien massif des habitants. Selon un sondage mené par l'Institut d'études Audirep auprès d'un échantillon représentatif de la population des 16 ans et plus des trois villes en septembre-octobre 2020, **plus de 90% de leurs habitants soutiennent la transformation de la mairie en lieu sans tabac**. Dans ces trois villes, plus de 9 habitants sur 10 pensent également qu'il est important de garantir un droit à respirer un air pur et à ne pas être exposé au tabagisme passif, et 8 habitants sur 10 sont en faveur d'une mise en œuvre d'un programme local de lutte contre le tabagisme dans leur ville. [Lire ici l'article complet sur le site Génération sans tabac](#).

## PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS

### Les gains socio-économiques de la PJM

Aujourd'hui, la France compte entre 800 000 et un million de personnes majeures protégées, c'est-à-dire bénéficiaires d'une mesure de tutelle, de curatelle ou de sauvegarde de justice. Leurs mesures de protection peuvent être exercées au sein de la famille ou par des professionnels, comme c'est le cas pour environ la moitié d'entre elles. Ce sont les mandataires judiciaires de protection des majeurs (MJPM), tuteurs et curateurs professionnels. L'Interfédération Unaf-Fnat-Unapei demande une augmentation du budget de l'Etat permettant le recrutement de 2000 salariés (MJPM et encadrement) dans les services associatifs afin que chaque MJPM s'occupe de 45 personnes (au lieu de 58 à ce jour). Ces 2000 postes créés permettront de répondre aux besoins des personnes vulnérables en améliorant leur accompagnement dans la vie quotidienne, le soutien vers l'autonomie et leur inclusion dans la société. Ces créations de poste doivent s'accompagner d'une revalorisation de ce métier complexe, qui passe par un salaire conforme aux qualifications et compétences requises ainsi qu'aux responsabilités exercées... En savoir plus avec ces liens : [Etude d'impact](#) sur les gains socio-économiques de la PJM ; [Dossier de presse](#) ; [Dossier de presse étude d'impact PJM](#) .



## BUDGET DES FAMILLES

### Prévenir et lutter contre la bascule dans la pauvreté

Jean Castex a annoncé le 24 octobre 2020 les [mesures pour "prévenir et lutter contre la bascule dans la pauvreté"](#). Pas de revalorisation des minima sociaux ni d'ouverture du RSA aux jeunes mais un "arsenal" incluant l'aide exceptionnelle annoncée une semaine plus tôt, des actions en matière d'accès aux droits, un volet insertion par l'activité (nouvelles aides aux postes dans l'IAE, doublement du nombre de PEC), le lancement du service public de l'insertion dans 30 territoires, un pan hébergement et logement... et l'on a eu des nouvelles du RUA. Pas d'abandon mais pas pour tout de suite.

La [circulaire sur la territorialisation du plan de relance](#) a été publiée le 23 octobre. Elle cible trois types d'actions. Les préfets disposeront notamment d'enveloppes spécifiques pour les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux.

## PETITE ENFANCE

### Les besoins des familles

La Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) publie, dans la dernière livraison de sa lettre "L'essentiel", les résultats d'une étude intitulée "[Attentes et contraintes des parents déterminent le mode d'accueil de l'enfant](#)". Elle part du postulat que "les déterminants actuels du choix du mode d'accueil sont mal connus". Ses résultats s'appuient sur une enquête administrée à un échantillon représentatif de 3.500 parents d'enfants nés en 2016.

## HANDICAP

### Les indicateurs MDPH

La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) publie sur son site [les résultats de chaque Maison Départementale des Personnes Handicapées \(MDPH\)](#) sur plusieurs critères : pourcentage de droits à vie, délais de traitement des demandes, activité totale de la MDPH et satisfaction des usagers. Pour la CNSA, ce baromètre répond à un objectif de "transparence vis-à-vis des personnes en situation de handicap et de leurs familles sur leurs relations avec leur MDPH".

C'est officiel ! En 2021, le gouvernement consacrera 25 millions d'euros pour améliorer le service des 104 maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Objectifs : les rendre plus efficaces et réduire les inégalités territoriales. [Lire l'article sur le site handicap.fr](#)

## Semaine pour l'emploi des personnes handicapées

Créée par [LADAPT](#) en 1997, la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH) se déroulera cette année, pour sa 24<sup>ème</sup> édition, sous réserve des nouvelles conditions sanitaires, du lundi 16 novembre au dimanche 22 novembre 2020. [Lire l'article](#).

## ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



Pendant 30 jours, l'Economie Sociale et Solidaire fait mieux connaître ses activités. Le MOIS de l'ESS (novembre) est devenu le rendez-vous incontournable de l'ESS. [Choisissez votre événement](#). [Téléchargez le dossier de présentation du MOIS ESS 2020](#). [Téléchargez le Communiqué de Presse](#). Bien évidemment, le contexte de reconfinement devrait profondément modifier les conditions de réalisation des différents événements, renseignez-vous au préalable.

## MOBILITÉS

### Appel à projets

Sans transports en commun ni voiture, les personnes vivant dans les territoires ruraux ou péri-urbains peuvent se retrouver rapidement isolées et ne pas pouvoir accéder aux services essentiels. Pour certains habitants, l'absence de mode de transport constitue aussi un obstacle de taille dans la recherche d'un emploi. Pour ces publics fragilisés, les services de déplacements accompagnés reposant sur le bénévolat peuvent représenter une solution essentielle, notamment lorsqu'elle s'inscrit dans un bouquet d'autres solutions, comme du covoiturage ou de l'autostop organisé. Alors que la [loi d'orientation des mobilités](#) et le [décret du 20 août 2019 sur le transport d'utilité sociale \(TUS\)](#) encouragent le déploiement de mobilités solidaires, le Cerema et la Fondation Macif lancent jusqu'au 20 décembre prochain un [appel à projets](#) destiné aux associations et aux collectivités territoriales de France métropolitaine qui souhaitent développer des solutions de mobilité "citoyennes, locales et innovantes" pour les personnes vulnérables (isolées géographiquement et/ou à faibles ressources financières).

### Questionnaire en ligne

Dans son [nouveau bulletin "Fréquentation vélo et déconfinement"](#), *Vélo & Territoires* constate que l'engouement pour la petite reine ne fléchit pas : hausse de 10% des passages de vélos du 1<sup>er</sup> janvier au 11 octobre 2020 par rapport à la même période en 2019. Il est en forte progression en zone urbaine (+13%). L'agence de la Transition Ecologique (ADEME) réalise une enquête nationale sur les services vélos afin de mieux connaître les usages, les changements d'habitudes, les besoins et les contraintes des usagers et abonnés. Votre retour d'expérience (estimé à 15 minutes environ) permettra de mieux comprendre l'utilisation de ces services publics et associatifs. Ce questionnaire s'adresse à tous les bénéficiaires actuels ou ayant récemment utilisé au moins un des services suivants : Location moyenne ou Longue Durée de vélo, Vélo en Libre-Service, aide à l'achat d'un vélo (Vélo à assistance électrique, cargo, pliant...), atelier d'auto-réparation associatif, stationnement sécurisé de vélo (box, consigne ou parking surveillé). L'analyse des résultats restera anonyme et ne sera utilisée que dans le cadre strict de cette enquête. Vous êtes invités à partager le lien vers cette étude à vos connaissances, elles aussi usagers d'un des services, afin de pouvoir recueillir l'avis d'un maximum d'usagers. Le [questionnaire est en ligne](#) jusqu'au 9 novembre 2020.

Les 30 premiers projets de bus **France Services** concernaient uniquement les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Le deuxième appel à projets lancé le 26 octobre s'adresse cette fois aussi aux territoires ruraux.

[Plus d'infos sur le site du ministère de la Cohésion des territoires](#).

## EN BREF

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans une [tribune](#), 40 maires de grandes villes et présidents de communautés d'agglomération appellent l'Union européenne à soutenir leurs efforts vers la transition écologique.

Dans le cadre d'un entretien exclusif, Nicolas Hulot, ancien ministre de la Transition écologique et solidaire, analyse pour Union Sociale les nombreux défis auxquels nous devons répondre dans les prochaines décennies. Selon lui, à l'échelle universelle, la crise sanitaire que nous traversons aura confronté l'humanité à sa propre vulnérabilité et à ce fameux paradoxe des temps modernes, entre la puissance de l'homme qui paraît presque illimitée et son extrême fragilité. [Retrouvez l'intégralité de l'entretien avec Nicolas Hulot.](#)

Le gouvernement a mis en ligne le 23 octobre le [tableau de suivi de l'application des mesures de la Convention citoyenne pour le climat](#) (CCC) à la date du 20 octobre. Selon ce document, 50 propositions sont aujourd'hui mises en œuvre "totalement ou partiellement".

### LOGEMENT

Un [arrêté du 14 octobre 2020](#) vise notamment à simplifier les conditions d'octroi des décisions favorables d'agrément destinées au financement des logements sociaux.

Le gouvernement a nommé, le 14 octobre 2020, Thierry Repentin, maire (PS) de Chambéry, à la présidence de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

### EMPLOI

Tous les responsables de services d'aide à la personne convergent pour souligner les difficultés croissantes de recrutement auxquelles ils sont confrontés de façon très régulière, compte tenu du turn-over important dans ces métiers. Pourtant l'UNEDIC parle d'un vivier de près de 500 000 candidats potentiels à un emploi dans les services à la personne. Paradoxe : [Lire l'article.](#)

### TERRITOIRES

Députés et sénateurs ont trouvé un accord, le 21 octobre, en commission mixte paritaire (CMP) sur le [projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique](#) (Asap) et sa kyrielle de mesures de simplification administrative hétéroclites touchant aussi bien les particuliers que les entreprises et les collectivités territoriales.

Les collectivités sont invitées à soumettre à "[l'incubateur des territoires](#)", nouvelle entité de l'ANCT des "problèmes à résoudre". Elles peuvent dès lors bénéficier d'un accompagnement gratuit pour les aider à trouver des solutions. Des réponses, numériques ou non, dont la vocation est d'essaimer dans d'autres territoires.

Les Départements ont compétence à protéger les espaces naturels sensibles (ENS). Comment renforcer cette politique ? [Le point sur cet enjeu](#) qui figurait au programme du congrès de l'Assemblée des départements de France (ADF), prévu début novembre mais qui vient d'être ajourné.

Jean Castex a confié à Jean-Louis Debré la mission de réfléchir à un éventuel report des élections régionales et départementales prévues en mars 2021.

D'après un sondage Ipsos, dont les résultats ont été présentés à l'ouverture du 16<sup>e</sup> Congrès des Régions de France le 19 octobre, les Français apprécient plutôt l'action que les régions mènent pour lutter contre l'épidémie et soutenir l'économie. Alors que les Français semblent commencer à bien cerner les prérogatives exercées par la Région, près de la moitié d'entre eux (49%) souhaitent que l'on aille plus loin dans la décentralisation, c'est-à-dire les transferts de compétences aux collectivités territoriales.

### SPORT

Le 26 octobre 2020, le mouvement sportif français a adressé une lettre ouverte au Président de la République, intitulée "[SOS : SPORT EN DETRESSE](#)", co-signée par 95 fédérations sportives.

Le [premier rapport annuel \(2019\) de l'Agence nationale du sport](#) permet de faire un bilan de son action. Le [décret du 20 octobre 2020](#) fixe les règles de composition et de fonctionnement de ses déclinaisons territoriales, les conférences régionales du sport et les conférences des financeurs du sport.